

d'employer des Canadiens et d'agir comme de bons citoyens en tant que personnes morales au Canada.

J'ai exposé ce que je considère comme une position raisonnable en ce qui a trait à l'investissement étranger et je signale au député que nous allons avoir beaucoup plus d'investissements étrangers à l'avenir. Lorsque Hong Kong ne sera plus sous la tutelle britannique, nous allons obtenir beaucoup d'investissements de là-bas. Cela se produit déjà dans l'ouest du Canada.

Le député souscrit-il à ce genre de dispositions en ce qui concerne le contrôle des investissements étrangers? Y voit-il quelque chose à retrancher ou à ajouter? Aurait-il d'autres propositions utiles à faire à cet égard?

M. Boudria: Monsieur le Président, pour gagner du temps, je vais parler tout de suite de ce que le député a qualifié de débat idéologique sur le contrôle des investissements étrangers. Il n'est pas sans savoir, et je crois que l'un de ses collègues l'a signalé de même que le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy), que Investissement Canada n'a refusé aucune demande si l'on en juge par son rapport annuel. Je trouve cela très éloquent. Ou bien les demandes étaient tellement fantastiques que personne n'osait les refuser, ce qui est peu probable, ou, ce qui l'est davantage, le gouvernement a fermement pour politique de ne refuser aucune demande. Il aurait deux raisons d'adopter pareille politique: d'abord, parce que cela correspond à son idéologie; ensuite, parce qu'il ne voudrait pas offenser les Américains pendant qu'il négocie avec eux un accord sur le libre-échange. Les deux raisons sont mauvaises à mon avis. Quand on négocie, il ne faut jamais commencer par céder. On ne sert pas les intérêts du pays en cédant avant d'avoir commencé ou à mi-chemin. Les Américains n'ont certainement pas cessé de nous imposer des droits compensateurs pendant qu'ils négociaient.

Pour ce qui est des prises de contrôle, je n'y étais pour rien, mais l'ancien gouvernement libéral a adopté la Loi sur l'examen de l'investissement étranger. Peut-être présentait-elle des défauts. Elle a certainement fait tiquer certaines personnes aux États-Unis. Peut-être aurait-il fallu lui apporter des modifications. Certains ont signalé à la Chambre qu'il fallait faire une demande pour vendre des hot-dogs. Ces exigences étaient peut-être parfois déraisonnables, mais n'oublions pas que McDonald est la chaîne de restaurants la plus importante au monde alors qu'elle vend de simples hamburgers. C'est une affaire importante. Néanmoins, nous avons besoin de soumettre l'investissement étranger à un contrôle peut-être pas identique, mais semblable à celui de l'AEIE. Nous avons besoin d'une certaine protection.

Ensuite, en ce qui concerne la recherche, n'oublions pas que depuis l'arrivée du gouvernement conservateur au pouvoir, les prises de contrôle ont représenté 94 p. 100 de l'investissement étranger. Le Conseil des sciences du Canada a dit très clairement qu'en pareilles circonstances on ne faisait pas de recherches dans les succursales. Ce n'est pas bon pour notre pays. Au cours du débat sur le projet de loi C-22, la Loi sur les médicaments, nous voulions qu'on nous garantisse qu'il y aurait de la recherche et pas seulement des succursales.

Les subsides

Le président suppléant (M. Paproski): La période des questions et observations est maintenant terminée. Nous poursuivons le débat.

[Français]

Mme Claudy Mailly (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Monsieur le Président, je suis très fière de représenter la ministre des Communications (M^{me} MacDonald) dans ce débat sur une question d'importance historique pour mon pays.

[Traduction]

Je suis également fière de pouvoir dire que notre gouvernement a réussi à bâtir un pays plus fort, plus sain et plus dynamique, qui n'a jamais été aussi sûr de son identité. Un pays dont la souveraineté culturelle n'a jamais été aussi importante. Un pays qui est récemment parvenu à une nouvelle maturité, comme en témoigne la façon dont les 10 premiers ministres provinciaux représentant la totalité du peuple canadien ont accepté d'inclure ma province natale dans l'accord constitutionnel. C'est également un pays dont les communautés artistique et culturelle n'ont jamais occupé une place plus importante dans les priorités d'un gouvernement.

Malheureusement, nous étudions aujourd'hui une motion tout à fait malavisée à propos d'une question aussi cruciale que l'avenir économique de notre pays. Cette motion est totalement répréhensible. Pourquoi? Parce qu'elle vise à créer l'incertitude. Pourtant, j'ai foi dans la population canadienne, contrairement aux néo-démocrates qui craignent la libre expression du choix du public. Je crois au bon sens des Canadiens et à leur sens de la fierté. Je pense aussi qu'il se renforce chaque jour plutôt que de s'affaiblir.

Je ne suis pas timide et la plupart des Canadiens ne le sont pas non plus. C'est pourquoi je m'attriste de voir que cette motion prétend que notre nation est menacée, que le Canada a reçu des demandes des États-Unis qui «exigent une liberté totale d'investissement au Canada». Quelle stupidité. Hier, le chef de l'opposition officielle (M. Turner) disait que nos voisins avaient demandé «le droit absolu d'acheter n'importe quelle entreprise canadienne selon leur bon plaisir». Il a parlé ensuite de la «liberté totale d'investir». Qu'entendons-nous aujourd'hui? Nous entendons une «liberté totale d'investissement» qui mettrait en danger «la souveraineté et l'intégrité culturelle du Canada». Hier, il citait des articles de journaux relatant une entrevue avec notre négociateur en chef, Simon Reisman, et demandait pourquoi le gouvernement n'avait pas dit non aux suggestions que l'investisseur américain puisse acheter nos journaux, nos postes de radio ou de télévision ou nos maisons d'édition.

● (1640)

Le chef de l'opposition n'a pas très bien lu les journaux, hier. Il me semble que cela lui arrive de plus en plus souvent ces temps-ci. Il devrait regarder ces articles de plus près, comme tous les Canadiens qui s'intéressent aux négociations sur le libre-échange et au ferme engagement de notre gouvernement de renforcer et de promouvoir nos industries culturelles et notre identité nationale.